

PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Quotidienne. Un An 6 Mois 3 Mois 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS... \$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00. POUR L'ETRANGER... \$15.00 \$7.50 \$3.75 \$1.25. Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro



Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Hebdomadaire. Un An 6 Mois 4 Mois 3 Mois. POUR LES ETATS-UNIS... \$2.00 \$1.50 \$1.00 75 cts. POUR L'ETRANGER... \$4.00 \$3.00 \$2.25 \$1.00. Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 9 FEVRIER 1899.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEPUBLISHED BY THE NEW ORLEANS BEPUBLISHING CO., LIMITED. Bureau: 293 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville. Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

## DEPECHE

## Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

Jusqu'à la dernière heure.

SERVICE DE LA PRESSE ASSOCIEE

Service Spécial

DE TOUTES LES PARTIES DU MONDE.

DEPECHE D'AGONCILLO.

Londres, 8 février.—La Junte Philippine de Londres a reçu d'Agoncillo, l'agent d'Agoncillo, une dépêche datée de Montréal le 7 février. Agoncillo «déplore les hostilités qui ont eu pour conséquence la ratification du traité».

Agoncillo croit que le conflit a été provoqué par les Américains dans le but d'assurer la ratification du traité, et il ajoute qu'au lieu d'être les agresseurs les Philippiens ont été surpris sans être préparés.

Message de Dewey.

Washington, 8 février.—La dépêche suivante de l'amiral Dewey est arrivée aujourd'hui au département de la marine, en réponse au message de félicitations envoyé par le secrétaire Long :

Manille, 8 février, Au secrétaire de la marine. Les commissaires sont en conférence. Les officiers et les hommes remercient le Président et le secrétaire de la marine pour leurs félicitations.

DEWEY. MESSAGE DU GENERAL OTIS.

Washington, 8 février.—En réponse à son message de félicitations envoyé hier soir le secrétaire Alger a reçu aujourd'hui du général Otis la dépêche suivante :

Manille, 8 février. Sincères remerciements pour vos félicitations. Le résultat est dû entièrement à la courageuse obéissance des hommes aux ordres des officiers.

## LA POLITIQUE

Des Etats-Unis Envers Les Philippines.

Les Intentions du Président McKinley.

Washington, 8 février.—Événement à la politique suivie durant la guerre avec l'Espagne, les fonctionnaires des départements de la guerre et de la marine refusent positivement de donner des informations destinées à la publicité sur les instructions envoyées ou devant être envoyées aux commandants de l'armée et de la flotte à Manille.

Avec des espions dans le Canada et même à Washington, avec des jantes philippines dans les capitales européennes et à Hong Kong, et avec des rancunes en Europe dont il faut tenir compte, les fonctionnaires estiment que tout ce qu'ils pourraient faire sera de faire connaître leurs intentions aux commandants américains dans les Philippines avant que les insurgés aient eu le temps d'en profiter. Et, conséquemment, ils résistent de donner aucune indication sur les instructions qui seront envoyées au sujet de la proposition d'Agoncillo tendant à une cessation des hostilités et à une conférence.

Néanmoins, il y a des raisons de croire que jusqu'à présent aucune instruction n'a été envoyée. Comme on l'a annoncé précédemment, le gouvernement a une confiance illimitée dans les capacités militaires du général Otis, et il se félicite du fait que l'expérience acquise par cet officier dans la guerre contre les Indiens soit exactement celle qui est nécessaire pour la conduite de la campagne actuelle. Il sait, mieux que personne, quel degré de confiance mérite la proposition d'Agoncillo.

L'histoire de l'insurrection des Philippines est, dit-on, aussi remplie de manifestations de haine que l'histoire de nos campagnes contre les Indiens. Le sort d'Agoncillo sera laissé au général Otis, qui jugera si la proposition est faite de bonne foi ou si ce n'est qu'une manœuvre habile pour faire gagner du temps aux Philippines démoralisées.

Les avis récents du général Otis ont été reçus avec une grande satisfaction, car ils donnent, tout au moins, l'espoir d'une terminaison plus prompte des hostilités qu'on ne le supposait d'abord.

Il n'y a pas de raisons de croire que le Président ait changé de politique au sujet de la façon de traiter les Philippines depuis la bataille. On croit que si les Philippines trouvent suffisante la sévère leçon qui leur a été infligée, M. McKinley les recouvrera comme des enfants égarés et les traitera avec autant de libéralité que le permettent l'état de choses existant dans les îles et les intérêts des Etats-Unis et de la civilisation.

On estime au département de la guerre que les nombreux Philippiens blessés tombés aux mains des Américains, s'ils sont un peu encombrants et s'ils mettent fortement à contribution le service médical, seront des plus utiles. Ces Philippiens soignés dans les hôpitaux américains deviendront des missionnaires très utiles à leur retour dans leurs foyers. L'idée de prisonniers soignés avec attention et bien traités sera tout à fait nouvelle pour les natifs.

L'état des choses existant aux Philippines semble se rapprocher de celui qui existait dans l'île de Cuba avant la prise de Santiago, quand des prisonniers espagnols ont franchement déclaré qu'ils n'auraient pas résisté avec tant de résolution si les autorités espagnoles ne leur avaient fréquemment donné l'assurance que les Américains ne faisaient jamais de prisonniers, si ce n'était pour les scalper et les torturer, et qu'il était préférable de mourir en combattant dans les tranchées que de tomber entre les mains des envahisseurs sans remords.

Maladie Grave du Gouverneur du Mississippi.

Jackson, Mississippi, 8 février.—Le gouverneur McLaurin est gravement malade d'une pneumonie au Palais de l'exécutif. Les deux poumons sont fortement atteints, et l'état de faiblesse du malade fait craindre aux médecins qui le soignent qu'il ne puisse pas vaincre les assauts du mal.

Les membres de la famille du gouverneur McLaurin ont été appelés à son chevet.

## L'Assemblée cubaine et le général Gomez.

La Havane, Cuba, 8 février.—On annonce qu'une réunion secrète du comité exécutif de l'assemblée cubaine a été décidée que le comité ne souhaitera pas la bienvenue au général Maximo Gomez dans la ville, que les membres du comité ne seront pas présents à l'arrivée du général à la Havane, que si le général Gomez ne se présente pas devant le comité et n'explique pas les raisons pour lesquelles il a accepté les propositions de Robert P. Porter, représentant du président McKinley, sans consulter le comité, il sera officiellement notifié de comparaître devant le comité pour expliquer sa conduite.

Le général de brigade Brockridge, inspecteur général de l'armée américaine, est parti aujourd'hui pour Pinar del Rio.

## A LA JAMAÏQUE.

Kingston, Jamaïque, 6 février.—Les troubles électoraux qui menaçaient ont été évités. L'escadre se disloquera ce soir. Le navire-amiral Renown se rendra à Key West. Aucun navire de guerre anglais ne sera envoyé à Colon, la grève des ouvriers de cette ville ayant pris fin.

## Les Affaires à Cuba

LA PAIE DES INSURGÉS.

Gomez.

New York, 8 février.—Une dépêche de la Havane dit que le cabinet consultatif du général Brooke dressé, en ce moment, un plan pour garantir un emprunt à l'aide duquel on réglerait immédiatement la paie des soldats cubains. Il s'agit de nommer un comité de banquiers et de marchands qui garantiront l'émission de \$7,000,000 à ajouter aux \$3,000,000 provenant des Etats-Unis. Les insurgés recevraient ainsi une année complète de paie.

Les autorités militaires ne peuvent aller au delà de ce qu'a résolu Washington ; mais l'assemblée cubaine peut s'engager à garantir le paiement des avances quand l'île sera devenue indépendante. Les insurgés qui menaçaient de faire de l'opposition, sont devenus beaucoup plus tractables. Gomez se rendra à Remedios, mercredi matin, et il y sera reçu avec acclamation par la population. On fait de grands préparatifs pour sa réception. Après la mani-

## Le nouveau président de l'Université Brown.

Providence, Rhode-Island, 8 février.—Le révérend James Monroe Taylor, président du Collège Vassar, a été élu à l'unanimité président de l'Université Brown.

## Mort d'un journaliste.

Cripple Creek, Colorado, 8 février.—Thomas Arkins, frère du défunt John Arkins, du "Rocky Mountain News", est mort aujourd'hui à Cripple Creek à l'âge de 59 ans, d'une pneumonie. Thomas Arkins était né à Columbus, Ohio. Pendant vingt ans il fut attaché à la rédaction du "Globe-Democrat" de St-Louis. Il fut aussi rédacteur du "Rocky Mountain News".

## Toujours cérémonie.

Québec, Canada, 8 février.—Hier à l'île d'Orléans, Pierre Pouliot a célébré ses noces d'or, son fils a célébré ses noces d'argent et deux fils de ce dernier se sont mariés. Cette cérémonie avait attiré une foule immense à l'église.

## Le prochain ministre espagnol

A WASHINGTON.

La question de ratification du traité de paix.

New York, 8 février.—Une dépêche spéciale de Washington dit que des renseignements particuliers ont été reçus, d'après lesquels le duc d'Arcos, ancien ministre d'Espagne au Mexique, va probablement être envoyé à Washington pour opérer l'échange des ratifications du traité de Paris.

Cette nomination est très bien vue de l'administration, non seulement parce que le duc est un homme capable, mais aussi parce qu'il est allié à une famille américaine, les Lowery, du Connecticut. La duchesse d'Arcos, qui est une fille d'Archibald Lowery, du Connecticut, était une des beautés des salons de Washington, avant son mariage.

Immédiatement après le départ de M. De Lôme, dit-on, le duc d'Arcos et sa femme ont visité Washington. Le duc craignait alors d'être nommé ministre à Washington. Il ne se souciait pas d'occuper ce poste, à cause de la guerre qui menaçait d'éclater.

Ses amis affirment que maintenant il reviendrait volontiers à Washington. Il était ici secrétaire de légation, il y a quelques années, avant d'avoir été envoyé à Montevideo. Un de nos hauts fonctionnaires a dit que le Président ne s'était pas encore occupé de choisir un successeur au général Woodford, mais qu'il désirait envoyer un représentant à Madrid, au moment où les ratifications seraient échangées.

Il y a quelques mois, les Cortes espagnoles ont autorisé la Reine Régente à céder la souveraineté de l'Espagne sur Cuba, Porto Rico, Guam et les Philippines. Il ne serait pas nécessaire de soumettre le traité aux Cortes ; mais Senor Sagasta a résolu de convoquer le corps législatif, afin d'obtenir un vote de confiance pour son ministère, l'affaire de la cession étant réglée d'avance. Tant que la ratification n'aura pas été formellement faite par l'Espagne, les Philippines resteront enjoints espagnols, ce qui n'inquiète nullement les Américains.

Il ne pourra pas empêcher de recevoir l'envoi d'armes et de munitions du continent asiatique par la Grande-Bretagne, la Chine et la France. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est d'en appeler au bon vouloir de ces trois nations et à la vigilance constante de la flotte.

## Incendie d'un hôtel au Canada.

Winnipeg, Canada, 8 février.—L'hôtel de Manitoa et les bureaux de la compagnie de chemin de fer du Northern Pacific ont été complètement détruits par un incendie la nuit dernière.

La perte totale est de \$400,000. L'hôtel du Manitoba, une bâtisse à sept étages pouvant contenir quatre cents personnes, était le plus bel hôtel canadien à l'ouest de Montréal.

La compagnie de chemin de fer du Northern Pacific l'avait fait construire en 1891 au prix de \$300,000. Avec le contenu la perte totale s'élève à \$400,000. La compagnie n'a pas d'assurances, de sorte que c'est une perte sèche pour elle.

Les pompiers ont travaillé héroïquement malgré la bise du nord et une température de 45 degrés au-dessous de zéro.

Plusieurs personnes ont échappé difficilement aux flammes, mais il n'y a pas eu d'accident. Tous les locataires de l'hôtel ont été réveillés à temps. Presque tous les murs se sont écroulés.

## A la Chambre des Communes.

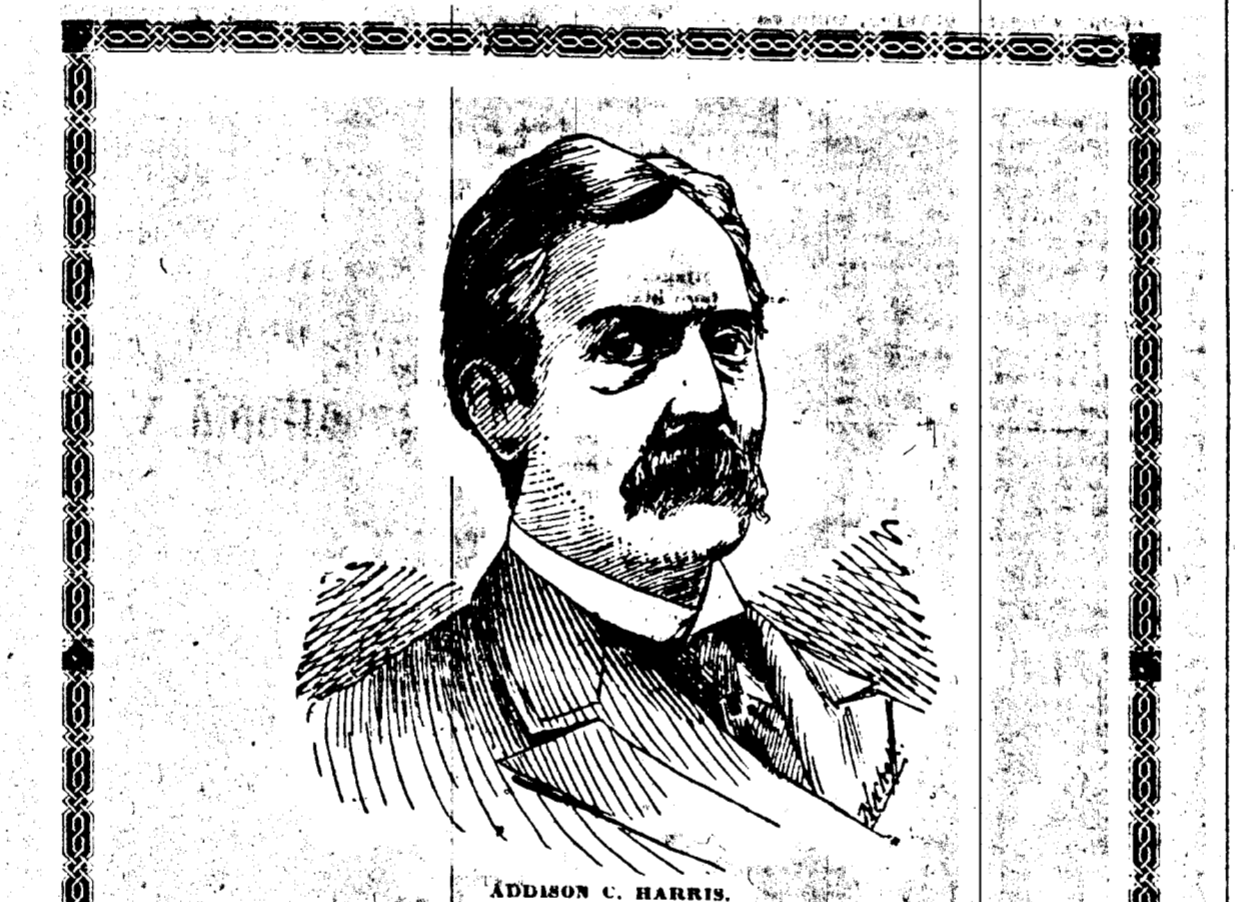
Londres, 8 février.—Les débats sur l'adresse en réponse au message de la Reine ont continué aujourd'hui.

Sir Ellis Ashmead Bartlett, un conservateur représentant une circonscription de Sheffield, a proposé un amendement priant le gouvernement de prendre brièvement des mesures efficaces pour aider la Chine à maintenir l'indépendance de son territoire, et pour mettre en pratique la politique énoncée dans la résolution adoptée par la Chambre des Communes le 1er mars 1898.

L'orateur a dit que c'était la seule politique possible pour la Grande-Bretagne. Il a affirmé ensuite que la politique de sphères d'influence tendait au partage de la Chine et qu'il était douteux, à son avis, que la Grande-Bretagne eût l'appui des Etats-Unis dans une telle politique, tandis qu'il croyait la Grande-Bretagne assurée de l'appui américain dans une politique tendant au maintien de l'intégrité de la Chine.

Le premier mars 1898, à la Chambre des Communes, M. Carrson, alors secrétaire parlementaire des affaires étrangères, répondant à une question posée par Sir Ellis Ashmead Bartlett, a dit : Les intérêts anglais en Chine sont supérieurs mais non exclusifs. La nation anglaise ne serait pas justifiée si elle regardait avec jalouse les compétiteurs, et elle doit employer tous ses efforts pour maintenir la compétition.

Nous pouvons prévoir que la Chine courra de plus grands dangers à l'avenir que par le passé. La politique de la Grande-Bretagne a été de prévenir le démembrement de la Chine et l'aliénation de territoires, et il est probable que la Grande-Bretagne ne verrait pas avec satisfaction les tentatives d'autres pays dans cette direction.



ADDISON C. HARRIS.

## Le nouveau ministre des Etats-Unis à Vienne.

Aucun membre du barreau de l'Indiana n'est tenu en plus haute estime que M. Harris, d'Indianapolis, qui est président de McKinley a récemment nommé ministre des Etats-Unis en Autriche-Hongrie, en remplacement de Charlesman Tower, transféré à St-Petersbourg.

Le nouveau diplomate est né en 1840 dans le comté de Wayne. Il a fait ses études à l'Université du Nord-Ouest, à Evanston, Illinois.

Sa plus récente apparition dans le monde politique date de 1896, quand il brigua dans l'Indiana le poste de sénateur des Etats-Unis. Dix ans auparavant il avait échoué aux élections congressionnelles.

## La santé du sénateur Turpie.

Indianapolis, Indiana, 6 février.—Le sénateur Turpie, qui est arrivé de New York à sa résidence de l'avenue du Capitole, à Indianapolis, souffrant d'une attaque de grippe pneumonique, se rétablit lentement. La période de danger est passée.

## Nominations.

Washington, 8 février.—Le Président a soumis aujourd'hui les nominations suivantes à la ratification du Sénat : Département du Trésor—Charles J. Bell, sous-trésorier à l'hôtel des monnaies de la Nouvelle-Orléans ; Frank N. Wicker, de la Louisiane, estimateur des marchandises dans le district douanier de la Nouvelle-Orléans ; James H. Duncote, sous-estimateur ; H. Dudley Coleman, fondateur et raffineur à l'hôtel des monnaies de la Nouvelle-Orléans ; George W. McDuff, de la Louisiane, inspecteur spécial des drogues, des médicaments et des produits chimiques ; William B. Howell, du New Jersey, estimateur général des marchandises, en remplacement de George H. Sharp, démissionnaire.

## Mort d'un vétérinaire de la guerre du Mexique.

Louisville, Kentucky, 8 février.—On annonce la mort du Capt. Thos. H. Crawford, âgé de 78 ans. C'était un vétérinaire de la guerre du Mexique. La cause réelle de sa mort sont les cinq blessures qu'il reçut à la bataille de Chetumal. Il en souffrit toute sa vie. C'était un ancien élève de West-point ; il avait gradué dans la même classe que le général Grant.

## La question du licenciement de troupes et l'échange des ratifications.

Washington, 8 février.—On dit aujourd'hui au département de la guerre que la décision relative au statut quo dans les Philippines et aux restrictions apportées aux opérations des troupes américaines couvre également la question du licenciement de troupes.

Il y a dans l'armée régulière de nombreuses recrues engagées pour la durée de la guerre, à condition qu'au retour de la paix, quoiqu'engagées pour trois ans, elles seront licenciées sur demande.

Si les engagements volontaires profitaient généralement de cette clause, ils réduiraient considérablement l'effectif des troupes en campagne, mais le temps de l'exécution de cette promesse n'est pas encore arrivé, car d'après une décision des autorités du département de la guerre l'état de guerre existera jusqu'à l'échange des ratifications du traité de paix entre les deux pays.

Après cet échange la paix sera probablement annoncée officiellement par une proclamation du Président, comme l'a été la déclaration de guerre au printemps dernier.

## La situation des Banques Nationales.

Washington, 8 février.—Le contrôleur de la monnaie courante a demandé qu'on lui envoyât les rapports différents sur la situation des banques nationales, à la clôture des affaires, le 4 février.

## Les trains bloqués dans le Colorado.

Leadville, Colorado, 8 février.—L'ouragan de neige qui a commencé hier soir persiste aujourd'hui. Le vent violent a rempli de neige les points où les voies de chemin de fer sont encaissées, de sorte que tous les trains sont de nouveau bloqués à l'est et à l'ouest de Leadville.

## Le Froid dans le Nord-Ouest.

Chicago, Illinois, 8 février.—La température est à 12 degrés au-dessous de zéro aujourd'hui, et on annonce que le mercure tombera à 15 degrés, au-dessous de zéro ce soir. Le froid ne diminue pas d'intensité dans tous les états du nord-ouest, et il augmente dans les états du centre. La température est de 23 degrés au-dessous de zéro à St-Paul, Minnesota, de 36 degrés au-dessous de zéro à Bismarck, Dakota du Nord, et de 40 degrés au-dessous de zéro à Williston, Dakota du Nord.

## Les fraudes gouvernementales au Japon.

Seattle, Wash., 8 février.—D'après certains avis reçus d'Orient, le gouvernement du Japon est accusé de subornation pour obtenir le vote, par la diète, de la loi sur les taxes relatives aux terres. Un membre de la diète, nommé Koyama, a formellement déclaré devant l'Assemblée qu'il avait reçu 4000 yen des agents du gouvernement pour le bill des terres. Il avait fait cette déclaration avant le vote, puis il était allé voter contre la loi. M. Senda, un autre membre, a déclaré alors qu'il allait demander une poursuite contre Koyama.